



LE MANIFESTE

Bulletin n° 34 - mars / avril 2026 - Bimestriel - 1 €

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. » Antonio GRAMSCI



ÉDITO

Fascisation en France et guerres impérialistes : l'impérialisme en crise

La situation politique en France — et plus largement dans les pays capitalistes occidentaux — révèle la marche vers la fascisation et la guerre d'un système en crise. Loin d'être un phénomène isolé ou une simple dérive idéologique, c'est la logique même du système capitaliste. Face à la crise de son hégémonie, le capitalisme impérialiste occidental est prêt à tout pour préserver les intérêts de sa classe bourgeoise.

Les élections municipales françaises viennent confirmer à la fois la progression, lente mais certaine, du RN, mais aussi que la fascisation c'est aussi et avant tout le ralliement de la droite et du centre aux thèses et aux stratégies du fascisme. L'épisode d'hystérie collective contre l'antifascisme, suite au décès d'un jeune fasciste, est tout autant révélateur de l'accélération de la fascisation en France. L'inversion des valeurs — on est allés, du PS au RN, jusqu'à accuser les antifascistes d'être responsables de la violence et à vanter le prétendu pacifisme de néonazis — a préparé le déferlement de violence qui s'est abattu partout dans le pays. Qu'ils soient organisés ou non, nombre de fascistes français sont passés à l'acte et ont ciblé les syndicats (tags ou menace d'attentats contre la CGT ou Solidaires), les partis politiques de gauche (attaques contre la LFI, le PCF ou les JC), les musulmans (mosquées taguées) et des personnes LGBT (locaux d'association LGBT tagués).

Dans les autres pays d'Europe, la situation est similaire. Aux Etats-Unis qui est de loin le pays

le plus en crise du fait du déclin de sa domination internationale, la bourgeoisie est passée à la vitesse supérieure tant sur le plan intérieur, avec sa milice ICE, que sur le plan extérieur avec ses agressions militaires contre des Etats souverains. Après avoir kidnappé le président légitime du Venezuela, menacé le Groenland et promis d'envahir Cuba socialiste, et alors qu'ils étaient en pourparlers avec l'Iran, les Etats-Unis et Israël ont bombardé le pays. Excepté l'Espagne qui s'oppose réellement à l'impérialisme des yankees, l'ensemble des pays européens, France en tête, se couchent et s'appêtent même à lui prêter main-forte dans le détroit d'Ormuz. Profitant du chaos qu'elle a elle-même provoqué, la colonie qu'est Israël en profite pour bombarder aussi la population libanaise et continuer le génocide des Palestiniens.

Bien sûr, derrière la prétendue défense de la démocratie ou de la "sécurité internationale" se cachent les intérêts du grand capital militaro-industriel et de la grande finance des Etats-Unis. Mais les intérêts étasuniens ne sont pas les seuls en jeu, car la bourgeoisie européenne est largement inféodée à la bourgeoisie et à la finance nord-américaine. Ainsi, la fascisation de la France, et plus généralement de l'Europe, a aussi à voir avec la préservation de ces mêmes intérêts économiques US. D'ailleurs, les Etats-Unis ont déjà prévu de financer l'arrivée des fascistes au pouvoir en Europe comme en France. En effet, si la démocratie bourgeoise, sous les oripeaux des socio-libéraux, des centristes ou de la droite « classique » n'achevait finalement pas la vassalisation totale aux intérêts nord-américains, les USA seraient prêts à soutenir ouvertement l'arrivée au pouvoir des fascistes européens.

C'est dans ce contexte, en France, qu'après avoir porté une offensive généralisée contre les droits démocratiques et sociaux, criminalisé les mouvements sociaux et renforcé l'appareil répressif de l'Etat, les gouvernements Macron successifs — qui vendent à la découpe l'économie française aux capitalistes US — durcissent encore le ton et les pratiques pour permettre l'avènement fasciste, soit en l'assumant directement, soit en passant le relais au RN.

Face à cette situation, la tâche des travailleurs et des forces progressistes est claire : combattre la fascisation et refuser "l'union sacrée" derrière la bourgeoisie pour aller à la guerre.

Pour ce faire, nous devons constituer un front large pour la paix, contre la propagande de guerre, contre la militarisation de la société. Nous devons soutenir toute initiative luttant contre la marche à la guerre et notamment celles qui visent

les velléités guerrières de notre propre impérialisme.

D'autre part, pour lutter contre la fascisation nous devons constituer un large front antifasciste de défense des droits démocratiques, dont les acquis sociaux arrachés de haute lutte au patronat sont la colonne vertébrale.

Lorsque les travailleurs s'organisent, lorsqu'ils tiennent leurs propres organisations politiques et syndicales, ils peuvent faire reculer la pire réaction et ouvrir la voie à une transformation révolutionnaire de la société.

Tant que subsistera le capitalisme impérialiste, subsisteront la guerre et l'exploitation. Seule la révolution socialiste qui renversera ce système mettra fin à ce cycle réactionnaire. La première étape de cette révolution est la victoire contre le fascisme et la course à la guerre.

Entendez-vous...

Il est temps, camarades.

De ce temps qui n'a plus vraiment de consistance...

Entendez-vous mugir la bête immonde et son maître impérialiste ...

Cette réalité qui nous retend.

C'est celle aussi de nous organiser.

C'est celle de nous armer,
avec ce que nous sommes.

Etre ce que nous sommes, dans l'amour et la lutte, le rouge au front.

Pour les jours heureux à gagner de ce temps.

Camarades, il est temps, Camarades !

Entendez-vous ce chant partisan...

LF

SOMMAIRE

p. 1-2 : Édito / Le poème

p. 3 : Victoire de la CGT face à la criminalisation de l'action syndicale : Jean-Paul Delescaut relaxé en appel !

p. 4-5 : Réforme de la Sécu : une privatisation qu'il faut combattre

p. 6-7 : 8 mars. Qu'est-ce que lutter pour les droits des femmes ?

p. 8-9 : ICE : une milice US à l'avant-garde de la fascisation du centre impérialiste

p. 10 : Guerre contre l'Iran : nouveau crime impérialiste contre la souveraineté des peuples et contre le droit international


p. 11 : Où en sont les Kurdes aujourd'hui ?

p. 12-13 : Les communistes face aux guerres impérialistes actuelles


p. 14 -15 : Cuba : une agression qui n'en finit pas


p. 16 : À voir / à lire

Contactez-nous !

 urc@communistedefrance.fr

 @unionreconstructioncommuniste

 URCommuniste

 @URCommuniste



VICTOIRE DE LA CGT FACE À LA CRIMINALISATION DE L'ACTION SYNDICALE : JEAN-PAUL DELESCAUT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UD CGT DU NORD, A ÉTÉ RELAXÉ EN APPEL !

La chambre correctionnelle de la cour d'appel de Douai a relaxé Jean-Paul Delescaut, poursuivi pour apologie du terrorisme et provocation à la haine antisémite, à la suite de la publication d'un tract, après les attaques du Hamas du 7 octobre 2023 contre Israël.



Rappelons que cette procédure judiciaire avait été instruite suite au signalement calomnieux du préfet Georges-François Leclerc et de l'Organisation Juive Européenne, organisation sioniste qui s'était portée partie civile. Le signalement portait sur deux phrases du tract : *« Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi [7 octobre 2023], elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées. »*

En avril 2024, dans un jugement aussi indigent que dangereux pour les droits démocratiques, le tribunal correctionnel de Lille avait condamné Jean-Paul Delescaut à un an de prison avec sursis, pour apologie du terrorisme, au motif qu'un communiqué syndical ne pouvait être le lieu de considérations géopolitiques.

Le 2 mars, la Cour d'appel a estimé que le tract s'inscrivait *« dans un débat d'intérêt général »* et relevait du *« traditionnel soutien du syndicat CGT au peuple palestinien dans sa lutte contre l'Etat d'Israël »*. Elle a conclu qu'il s'agissait d'*« un message de soutien pour le peuple palestinien [...] et une volonté de faire respecter le droit international sans pour autant ni justifier ni glorifier les actes terroristes du 7 octobre. »*

Cette attaque contre la CGT s'inscrivait dans la tentative du gouvernement Macron de bâillonner tout soutien à la Palestine par l'interdiction des manifestations, et dans sa volonté d'assimiler l'antisionisme à l'apologie du terrorisme. Aussi, il est important de rappeler que le concept d'organisation terroriste est un concept politique, et non juridique du Droit international. Les Etats européens, dont la France, déterminent en fonction de leurs intérêts politiques et économiques qui est ou non à leur yeux une organisation terroriste.

Plus généralement, dans le contexte de fascisation de la France, le gouvernement et la justice bourgeoise veulent criminaliser l'action syndicale et politique anti-impérialiste et antifasciste.

Cette victoire est premièrement la victoire de la CGT qui ne s'est pas couchée face à l'adversité et s'est unie pour défendre son camarade, le droit syndical et nos libertés fondamentales.

C'est aussi la victoire des travailleurs et des travailleuses qu'ils soient syndicalistes, progressistes ou communistes, dans leur combat pour le droit international, la lutte contre les crimes contre l'humanité, comme à Gaza, et pour imposer la paix.

REFORME DE LA SECURITE SOCIALE : UNE PRIVATISATION QU'IL FAUT COMBATTRE

La Sécurité Sociale a fêté en octobre dernier ses 80 ans. Selon l'historien Léo Rosell, spécialiste de la protection sociale et d'Ambroise Croizat, elle avait une ambition fondamentalement révolutionnaire car elle souhaitait extraire le champ de la santé et de la protection sociale, c'est-à-dire les accidents de la vie, des appétits lucratifs.

En effet, si les ordonnances Croizat-Larroque ne furent pas la première manifestation d'une protection sociale, elles marquent une rupture de par l'ampleur et l'esprit de cette réforme portée par la CGT et le PCF et intégrée au programme de mars 1944 du Conseil National de la Résistance — qui fédéra l'ensemble des mouvements, partis et syndicats antifascistes. Cette "refondation de la République" passe en effet, selon le chercheur Nicolas Da Silva, par une socialisation et non par une étatisation de la protection sociale. C'est-à-dire une prise en charge directe par les représentants des travailleurs, et non par l'Etat, de la protection sociale selon un principe simple : à chacun selon ses besoins. La maladie, l'accident du travail, l'invalidité cessent de

mettre en précarité les travailleurs. Bien entendu, dès le départ, une partie de la droite et du patronat s'insurge. C'est par exemple le cas d'une partie des médecins libéraux qui ont peur pour leurs privilèges de classe, ainsi que d'autres professions indépendantes. Le système se met en place grâce aux militants syndicaux (la CGT gagne d'ailleurs haut la main les premières élections des Caisses départemen-

tales de Sécurité Sociale, scrutin supprimé par Macron) mais comporte ainsi déjà quelques petites ambiguïtés.

La première remise en cause sérieuse advient sous la présidence de De Gaulle

qui instaure, *via* les ordonnances Jeanneney de 1967, le paritarisme, c'est-à-dire le partage du pouvoir entre salariés et patrons. Le système Croizat avait pourtant prévu 75% et non seulement 50% des sièges aux Caisses de Sécurité sociale pour les représentants des salariés. Cette brèche se creuse avec des débats de plus en plus marqués pour une prise de contrôle des organismes de Sécurité Sociale directement par l'Etat et non plus par les représentants élus du monde du travail.

Cette volonté de contrôle explique

également pourquoi la part des cotisations dans le financement du système de protection sociale diminue (en particulier depuis 1993), les années 1990 voyant l'adoption de modalités de financement par l'impôt (CSG, CRDS) et donc soumis au bon vouloir des gouvernements libéraux de gauche comme de droite. C'est le sens de la présentation annuelle au Parlement du "Projet de loi de



Sébastien Marchal pour Formes des luttes

financement de la Sécurité Sociale", ce PLFSS synthétisant la double attaque menée contre le modèle de 1945 : une attaque financière — avec un financement soumis au bon vouloir des gouvernants (de surcroît de plus en plus obsédés par la résorption d'une "dette sociale" artificiellement créée par leurs soins suite aux exonérations continues de cotisations sociales et à la mauvaise gestion de la Sécurité sociale par des politiques néolibérales et inspirées du "New Public Management" tout comme des contrats avec des laboratoires privés là où dans l'esprit de 1945, le médicament devait être intégralement régi par un pôle public de recherche, de production et de distribution) — et une déposssession démocratique.

En d'autres termes, il s'agit de confisquer une part de souveraineté réelle et concrète du peuple travailleur, qu'elle soit ou non qualifiable "d'embryon de communisme". Comme le documente le sociologue Julien Duval, le problème de la Sécurité Sociale pour les capitalistes qui — selon un bon mot de Denis Kessler veulent "liquider méthodiquement les conquêtes de 1945" — est qu'elle n'a non seulement pas de problème de financement, donc pas besoin d'agents privés extérieurs, mais que son fonctionnement même démontre la possibilité d'un autre système économique viable.

Si l'histoire de la Sécurité Sociale s'inscrit dans la conflictualité de classe, la période qui s'ouvre à partir du quinquennat Hollande marque un saut qualitatif et quantitatif dans l'offensive capitaliste. Pour prendre une image, les économistes Bruno Amable et Stefano Palombarini parlent du "squelette du système" qui est attaqué. En effet Hollande et Macron, en attaquant l'universalité des allocations familiales puis l'assurance chômage, ont démontré la volonté de défaire l'ensemble du système de 1945 là où les gouvernements précédents s'étaient "contentés" d'attaquer "de biais".

Dans un contexte de guerre et de fascisation, les thuriféraires européens et nationaux du Capital nous montrent leur véritable ennemi : le peuple organisé et son plus bel outil à l'instant T : la Sécurité Sociale et l'universalité de ses droits.

La logique est donc cohérente : du paritarisme à "l'objectif national des dépenses de santé" (qui ajuste les budgets des hôpitaux non aux besoins mais aux libéralités consenties par les gouvernements libéraux), ce juteux secteur doit être confié au marché, certains assureurs privés pariant même sur les risques médicaux sociaux de certains pour faire de potentiels profits extravagants.

**« Ne parlez pas
d'acquis sociaux,
mais de conquises
sociales,
parce que le patronat
ne désarme jamais. »**

Ambroise Croizat



8 MARS. QU'EST-CE QUE LUTTER POUR LES DROITS DES FEMMES ?

A l'heure où le capitalisme néo-libéral, toujours plus offensif, fait payer aux femmes le prix fort de l'exploitation, de la précarité et de la réaction, à l'heure où la montée du fascisme menace directement les droits des femmes, notre réponse ne peut être que collective et révolutionnaire.

Face à l'exploitation et à la réaction, travailleuses, étudiantes, chômeuses, retraitées : organisons-nous ! Le 8 mars n'est pas une célébration, c'est une journée de combat.

Le mode de production capitaliste opère une séparation fondamentale entre la sphère de la production et celle de la reproduction (tout ce qui permet aux travailleurs de reconstituer leurs forces pour retourner au travail et d'être remplacés par les nouvelles générations). Cette division du travail s'appuie sur une organisation sociale qui assigne aux femmes la responsabilité du travail reproductif (gratuit et invisibilisé), en plus du travail productif, tandis que les hommes occupent massivement la sphère productive rémunérée.

Cette répartition n'est pas naturelle : elle résulte d'une construction idéologique entretenue par la bourgeoisie à travers des stéréotypes de genre qui légitiment l'exploitation spécifique des femmes.

C'est cette même construction idéologique qui réduit les femmes à un corps que l'homme pourrait posséder par une hypersexualisation de celle-ci et qui s'accommode largement des violences sexistes et sexuelles — quand elle ne les promeut pas sous un discours masculiniste associé à la fascisation de la bourgeoisie dans les pays impérialistes.

Le 08 mars, un héritage communiste avant tout !

En août 1910, sur une proposition de Clara Zetkin, l'Internationale socialiste des femmes décide de célébrer la première « Journée internationale des femmes », le 19 mars 1911. L'objectif était de mobiliser les femmes ouvrières contre l'exploitation capitaliste des femmes et la lutte pour l'égalité salariale.

La date du 8 mars est, quant à elle, intimement liée au 8 mars 1917, date de la grève

générale et des manifestations des femmes russes, à Petrograd, qui exigeaient « du pain pour leurs enfants et le retour de leurs maris des tranchées ».

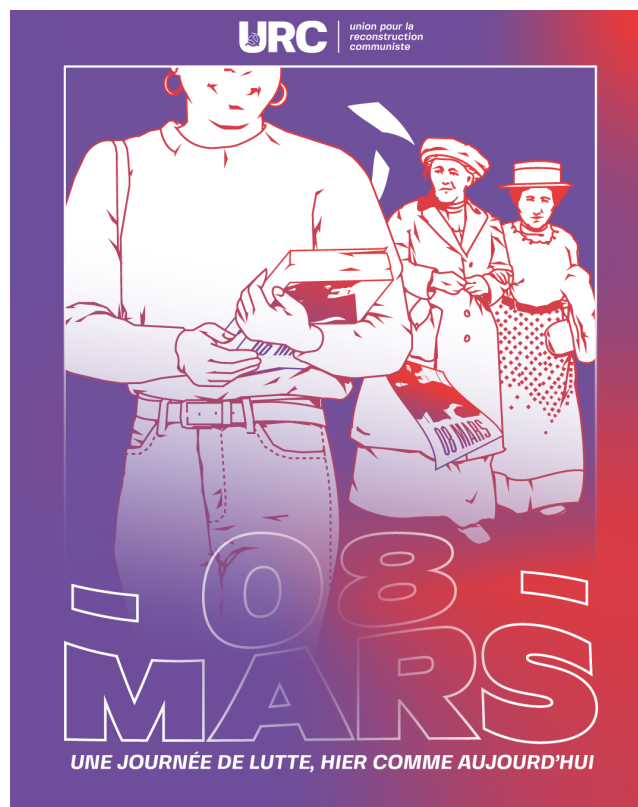
C'est bien la Russie soviétique qui est le premier pays à l'officialiser en 1921, en en faisant un jour férié. Jusqu'à la fin des années 1960, seuls les pays socialistes célèbrent cette « Journée internationale des femmes ». Il faudra attendre 1977 pour que les Nations unies, sous la pression des mouvements féministes, officialisent la journée en faveur des droits des femmes.

L'impérialisme exploite nos corps ici et là-bas

Les centres impérialistes délocalisent leurs industries vers les pays dominés où la main-d'œuvre féminine, particulièrement surexploitée, constitue le socle des chaînes de production mondialisées. Les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions financières internationales détruisent les services publics dans les nations dominées, reportant sur les femmes le fardeau de la reproduction so-

ciale. Simultanément, les guerres impérialistes pour le contrôle des ressources et des marchés (cobalt au Congo, uranium au Niger, pétrole au Venezuela et la terre en Palestine) engendrent des flux migratoires où les femmes sont exposées à des violences systémiques.

Cependant, là où l'impérialisme est présent, les femmes résistent : à Gaza elles soignent sous les bombes, enterrent leurs enfants et continuent à se battre, dans les maquis congolais elles organisent la survie face à la milice, au Venezuela et au Niger la défense contre le blocus.



De plus, le capitalisme des centres impérialistes est en demande de main-d'œuvre féminine pour effectuer le travail reproductif à la place des femmes aisées : les femmes issues de l'immigration travaillent dans les secteurs les plus précaires du marché du travail (ménage, puériculture, aide à la personne).

Les femmes contre la guerre

En France, les politiques d'austérité menées par la bourgeoisie frappent directement les classes populaires, et en leur sein prioritairement les femmes, les enfants et les personnes âgées. La réduction des budgets sociaux (santé, éducation, aide sociale) se traduit par l'intensification du travail reproductif non rémunéré assumé majoritairement par les femmes.

Parallèlement, les budgets de guerre explosent à 413 milliards d'euros votés pour l'armée d'ici à 2030, pendant que les hôpitaux manquent de personnel, que les maternités disparaissent des territoires, que les classes se surchargent dans les écoles pendant que des postes sont supprimés, que les retraites deviennent insuffisantes pour vivre dignement, que les droits au chômage sont laminés, que la recherche est étouffée par les coupes budgétaires et que les politiques culturelles sont abandonnées. Ce sont les femmes prolétaires qui subissent de plein fouet la dégradation des conditions matérielles d'existence. Les personnes âgées et les enfants, dépendants des structures collectives démantelées, deviennent les premières victimes de cette offensive néolibérale qui sacrifie la reproduction sociale sur l'autel de la rentabilité capitaliste.

Lutter contre l'exploitation des femmes n'est donc pas une question secondaire : c'est s'attaquer à l'un des piliers fondamentaux sur lesquels repose le système capitaliste et impérialiste. Sans le travail gratuit des femmes, le système capitaliste s'effondrerait.

**On ne crèvera pas pour le patronat, ni à la guerre, ni au boulot !
Travailleuses, debout !**



(re)Découvrez des figures de **femmes révolutionnaires** et les **conseils de lecture** de la Commission femmes pour le mois de **mars** (et au-delà !) sur le **compte Instagram de l'URC !**

URC



FATIMA AHMED IBRAHIM
1929-2017

« Notre première revendication a été de demander des droits politiques pour la femme car nous pensions – avec raison – que tout découlerait de là [confie-t-elle dans l'Humanité]. Au nom du Coran, on nous les refusait. Alors, on a décidé d'apprendre l'Islam pour montrer aux fondamentalistes que cette religion ne contenait pas l'exploitation de la femme. »

Fatima était une militante des droits des femmes, et leader socialiste soudanaise. Elle est considérée comme l'une des plus grandes féministes arabes du XX^{ème} siècle.

Elle fut la première femme dans le monde arabe à être élue parlementaire. Militante jusqu'à la moelle, cette Soudanaise pleinement acquise aux principes du communisme a consacré sa vie à la défense des droits des femmes dans son pays. D'ailleurs, son rôle fut indéniable dans l'adoption de plusieurs lois consacrant la position de la femme dans la société soudanaise et ce, depuis 1967 : notamment l'égalité des salaires, le congé de maternité, le droit à la retraite, l'accès aux postes de la justice et de la police, entre autres.

« L'émancipation ne signifie pas se débarrasser de nos bonnes traditions et valeurs nationales, ou pour nous les femmes soudanaises devenir une autre copie de la femme occidentale. C'est l'émancipation de l'analphabétisme, du retard, de la maladie, du chômage, de la pauvreté et de la discrimination dans le foyer et dans la société ; l'égalité ne signifie pas que les femmes soudanaises deviennent une autre copie de l'homme. Cela signifie que les femmes doivent être totalement égales aux hommes en matière de droits et de prise de décision à tous les niveaux ; les hommes, en tant qu'hommes, ne sont pas responsables de la discrimination contre les femmes. La plupart d'entre eux sont également exploités et discriminés. À cette fin, les femmes et les hommes devraient travailler ensemble pour apporter des changements sociaux qui préservent la démocratie, fondée sur la justice sociale et les droits de l'homme. »

(Citation tirée d'un article de Magdi el Gizouli publié sur le site internet Soudan Tribune.)

ICE : UNE MILICE US À L'AVANT-GARDE DE LA FASCISATION DU CENTRE IMPÉRIALISTE

L'agence Immigration Customs Enforcement (ICE) est une structure fédérale US chargée de réprimer l'immigration depuis les suites du 11 septembre 2001 : voilà donc un certain temps qu'elle exerce, avec des missions qui dépassent largement son cadre légal habituel.

Depuis l'année dernière, l'ICE passant par-dessus les polices locales, ce qu'on a coutume d'appeler des "bavures" se multiplient tant sa fonction de "milice" ne fait plus de doute au sein de la population. Plus de 30 morts en détention rien qu'en 2025 (et déjà une dizaine cette année), soit par négligence médicale, soit par violence directe.

Les quatre assassinats à bout portant, filmés, sur des conductrices et conducteurs de voitures, au-delà même des seules personnes sans papiers, ont d'ailleurs fait connaître l'ICE bien au-delà des frontières, et de grandes manifestations et occupations se sont multipliées dans le pays contre cette milice trumpiste (manifestations dans lesquelles deux manifestants ont eux-mêmes été assassinés à bout portant cette année).

On se souvient qu'au-delà des meurtres en toute impunité, l'ICE s'était déjà illustrée dès 2017, en séparant de façon barbare des familles immigrées renvoyées au Mexique en laissant seuls des enfants en bas âge. A partir de 2019, l'ICE multiplie ce qu'on peut appeler des raids dans les quartiers populaires, où les latinos et afro-américains sont nombreux. Les exactions sont si nombreuses et suscitent tant de mobilisations que de nombreux Etats prennent leurs distances avec cette milice, voire menacent de leur opposer leur propre police. Ce refus de collaboration est un signe majeur de crise nationale, un signe avant-coureur qu'une guerre civile n'est plus impossible aux USA.

Bien sûr, ces infos résonnent comme des signes de ce qui se profile chez nous : de-



justseeds.org

puis les Gilets Jaunes, nous savons qu'un pouvoir macroniste ne sera pas plus "sage" que Trump, si on peut désormais tirer à balles réelles sur la foule.

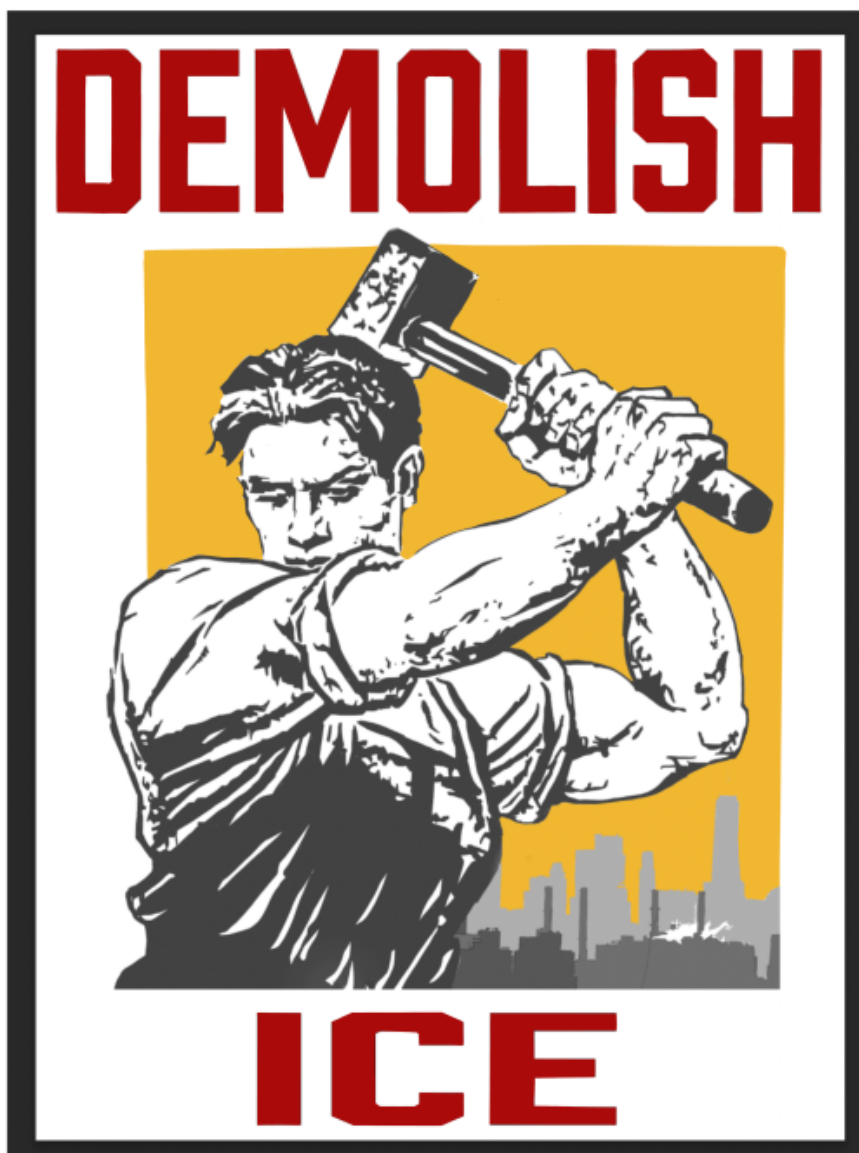
Mais au-delà de ce constat, et à la lumière de la méthode marxiste, il faut rappeler que le monde est interconnecté et qu'il faut analyser chaque fait local dans un contexte général en mouvement : le développement de cette violence n'est pas déconnecté de la volonté impérialiste de nous précipiter dans une guerre mondiale, seule issue pour tenter de freiner la crise structurelle profonde de leur système capitaliste.

Le masque des droits démocratiques, encore utile formellement quand il fallait montrer que la dictature était “en face”, tombe désormais à la fois dans la lutte de classes nationale et sur le terrain international. Puisqu’il faut écraser les puissances montantes ou contre-hégémoniques, Chine en tête, les bourgeoisies impérialistes ont également besoin de “mater” le front intérieur et réduire autant que possible nos conquêtes sociales et démocratiques. Nous qualifions cette violence combinée de *fascisation*. Autrement dit, pour tenter d’obtenir un consentement au moins partiel au sein des populations des pays impérialistes US et européens, il faut à la fois diaboliser les pays qu’on bombarde – c’est ce qu’on appelle la propagande de

guerre, inévitable – et créer un ennemi intérieur, alimentant ainsi la peur raciste du “grand remplacement” qui permettra tous les reculs démocratiques possibles, et enfin mater le front militant par la répression directe et la poursuite des dirigeants politiques et syndicaux. L’ensemble de ces objectifs, servant tous le grand capital, porte un nom : le fascisme.

Recette bien connue et éprouvée, mais toujours ultime option quand “*en bas on ne veut plus et en haut on ne peut plus*” (comme le disait Lénine, il y a un siècle !).

Préparons-nous : ce n’est pas la personne de Trump qui rend tout cela possible, mais un long processus – dont Trump n’est que l’expression caricaturale (donc plus lisible) – de fascisation, contre lequel nous devons, le plus massivement possible, lutter dans la rue, dans les entreprises, dans les urnes, par un front antifasciste assumé. Ce n’est pas un hasard si, chez nous y compris, c’est bien l’antifascisme qu’on diabolise désormais, face à des organisations fascistes, RN en tête, de plus en plus “fréquentables” au plus haut niveau. Ne nous trompons pas : Les “extrêmes qui se rejoignent” sont l’extrême-droite et l’extrême-centre macroniste.



S’ils parviennent à interdire l’ensemble des forces antifascistes et de défense (comme cela a déjà commencé avec la Jeune Garde), l’ICE française ressemblera à n’en pas douter aux SA qui ont terrorisé les masses travailleuses allemandes avant l’arrivée d’Hitler au pouvoir. Serrons les rangs !

GUERRE CONTRE L'IRAN :

NOUVEAU CRIME IMPÉRIALISTE CONTRE LA SOUVERAINETÉ DES PEUPLES ET CONTRE LE DROIT INTERNATIONAL

À l'heure où nous écrivons ces lignes, une semaine après le déclenchement de l'agression, nous ignorons si les agresseurs seront mis en échec ; mais la « guerre des 12 jours » de juin dernier – qui était finalement le 1^{er} round - nous a déjà montré qu'il y a souvent un écart entre les rododromades d'un Trump et la réalité, d'une part face à la résistance organisée d'un peuple et d'un État, d'autre part face aux capacités réelles des armées états-uniennes qui, pour toutes puissantes qu'elles paraissent, sont limitées aujourd'hui pour gagner militairement.

Quelques constats rapides s'imposent.

L'argumentation développée par Trump (ou Netanyahu) est un classique de la propagande de guerre visant à camoufler les intérêts économiques sous-jacents à toute intervention impérialiste.

Il s'agit d'abord de faire peur en mentant effrontément: ainsi l'Iran était "probablement à une semaine de disposer de matériaux permettant la fabrication de bombes à l'échelle industrielle" (selon Steve Witkoff, envoyé spécial pour le Moyen-Orient), alors que Trump avait dit, après juin 2015, que les sites nucléaires visés avaient été « totalement détruits » et que le programme nucléaire iranien était retardé de plusieurs « décennies » ...

Cet argument de la peur, à usage des opinions publiques occidentales, rappelle ainsi ce que disait Bush en 2003 à propos de la « menace nucléaire » irakienne pour justifier l'invasion. L'adversaire de l'impérialisme sera ainsi toujours diabolisé. Déjà en son temps, l'Égyptien Nasser était qualifié de « nouvel Hitler » par les impérialistes anglo-français qui ne voulaient pas perdre leur contrôle du Canal de Suez.

Il s'agit ensuite de se donner le rôle de celui qui agit pour le « bien » contre le « mal ». D'où la justification d'une intervention visant à « libérer » le peuple iranien. C'est l'argument classique des colonisa-

teurs qui envahissaient pour « civiliser » ; c'est l'argument classique du « droit d'ingérence humanitaire » rendu célèbre par le Dr Kouchner, ex-ministre de Mitterrand puis de Sarkozy. Aujourd'hui, il faudrait faire la guerre pour « libérer » les femmes iraniennes... Et bien sûr, cela justifie pour eux, sans doute, de massacrer en passant 165 écolières de 7 à 12 ans à Minab dans le sud de l'Iran dès le 1^{er} jour des frappes le 28 février dernier.

En tant que communistes attachés à la souveraineté des peuples, nous refusons cette logique. C'est à chaque peuple de choisir son propre destin ! Ce sentiment est lar-

gement partagé en Iran également, y compris chez les communistes, pourtant opposants politiques au régime islamique qui ont clairement dénoncé l'agression, y compris l'assassinat de l'Ayatollah Khamenei.

Aujourd'hui l'impérialisme US piétine à nouveau le droit international, au vu et au su de tous. Et que dit la France ? Macron approuve (allocution du 3 mars). Ah bien sûr, il est obligé de remarquer que les États-Unis et Israël ont agi « en dehors du droit international ». Mais, cela n'a aucune conséquence car, selon lui, c'est l'Iran qui porte la « responsabilité première » du déclenchement de la guerre ! L'inversion accusatoire classique, comme quand les antifascistes sont accusés d'être fascistes ...



OÙ EN SONT LES KURDES AUJOURD'HUI ?

Les Kurdes sont une population originaire de l'Iran occidental qui était en partie composée de nomades qui ont migré progressivement vers les terres de l'empire ottoman, en particulier celles peuplées par des Arméniens et des Arabes.

Après la défaite ottomane en 1918, les terres peuplées de Kurdes ont été divisées arbitrairement par le Royaume-Uni et la France entre Turquie, Irak et Syrie, alors que l'idée d'une entité kurde distincte avait d'abord été envisagée. Ces charcutages frontaliers ont entraîné le mécontentement des Kurdes habitués à se déplacer et qui se sont trouvés séparés entre plusieurs Etats. D'où la naissance puis le développement d'un mouvement national kurde moderne tendant à revendiquer une autonomie, voire une indépendance pour les Kurdes de Turquie, d'Irak, puis d'Iran et très récemment de Syrie. L'enjeu géostratégique de la région, que le génocide en Palestine et la guerre en Iran rappellent encore aujourd'hui, a depuis l'éclatement de l'empire Ottoman donné lieu à des tentatives d'instrumentaliser la lutte nationale kurde à des fins impérialistes. Et ces dernières décennies, les vocations à créer des entités kurdes indépendantes se sont toutes terminées par une soumission de leurs dirigeants aux fluctuations des intérêts des puissances extérieures, en particulier des Etats-Unis et d'Israël. La dislocation de l'Irak par les occupants US a permis de créer une zone autonome kurde en Irak alors que les mêmes USA se sont toujours opposés aux aspirations kurdes en Turquie.

C'est dans ce contexte qu'est né chez les Kurdes de Turquie le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, d'abord marxiste jusqu'à l'effondrement du camp socialiste puis adepte d'un « communalisme » anarchisant. Le PKK revendiquait au départ l'indépendance du Kurdistan sur le territoire de la Turquie puis, par extension, dans les Etats voisins. D'autres organisations kurdes marxistes,

et parfois nationalistes ou islamistes, sont nées en opposition au PKK en Turquie ou en Irak. Aujourd'hui, après des dizaines d'années de lutte armée en Turquie mais aussi en Irak et en Syrie où ils s'étaient repliés, la direction du PKK, sous l'impulsion de son dirigeant Ocalan interné en Turquie, a décidé de s'autodissoudre dans le cadre des promesses faites par Erdogan d'une légalisation des activités politiques des sympathisants du PKK.

En Syrie, les Etats-Unis ont appuyé d'abord la création d'un Rojava kurde indépendant proche du PKK, dans le but d'étendre leur domination aux zones agricoles et pétrolières peuplées d'Arabes, dans le but d'empêcher l'Etat syrien baathiste d'accéder à son pétrole et à son blé. Cette stratégie de balkanisation des Etats souverains qui lui résistent n'est pas nouvelle.

Cette instrumentalisation du droit à l'autodétermination des peuples ne doit pas cependant nous tromper : la capacité des peuples à exercer leur souveraineté n'est jamais dans l'intérêt des impérialistes.

C'est donc sans surprise que les Etats-Unis œuvrent aujourd'hui à la destruction du Rojava, aidés par l'entité sioniste, l'Etat turc et le nouveau régime intégriste syrien.

Fin 2025, les forces armées du nouveau régime syrien dirigé par l'ancien commandant djihadiste Al-Jolani ont entamé une offensive militaire meurtrière contre le Rojava, dans le silence général de la « communauté internationale » occidentale. Du coup, les dirigeants du Rojava se sont retrouvés sans appuis et ont dû accepter leur intégration hasardeuse dans la Syrie dominée par les terroristes post Al Qaïda.



LES COMMUNISTES FACE AUX GUERRES IMPÉRIALISTES ACTUELLES

« *Les barricades n'ont que deux côtés* »

Elsa Triolet

Du Venezuela à la Palestine, de Cuba à l'Iran, du Congo au Soudan, etc., l'impérialisme États-unien multiplie ses guerres impérialistes dans une stratégie globale ayant but de mettre fin par la force et l'intimidation aux dynamiques multipolaires qui s'opposent à son hégémonie et aux surprofits qu'elle permet. Ces guerres impérialistes sont accompagnées d'une intense campagne idéologique visant à en masquer les véritables buts et à semer la confusion pour produire un consentement populaire à ces crimes ignobles. Quel est le rôle des communistes des pays impérialistes face à ces guerres ?

Rappel de quelques fondamentaux marxistes-léninistes

De multiples explications des guerres actuelles sont quotidiennement diffusées dans nos médias. Elles ont toutes en commun d'occulter le lien entre ces guerres et le mode de production dominant notre planète, le capitalisme. Certaines insisteront sur la « folie » d'un Donald Trump, d'autres sur une pseudo cause culturelle (sous la forme du discours sur les guerres « ethniques » ou « tribales » en Afrique par exemple), d'autres encore sur un soi-disant caractère religieux de ces guerres (comme en Palestine par exemple). Ces explications sont idéalistes, c'est-à-dire qu'elles ne recherchent pas les causes des guerres dans les facteurs matériels qui leur donnent naissance : l'accès aux marchés, aux ressources naturelles et aux routes stratégiques.

L'approche marxiste-léniniste des guerres impérialistes est à l'exact opposé. Elle s'ancre dans une approche matérialiste de l'histoire, refusant de confondre toutes les guerres et resituant celles-ci dans leur contexte historique.

Si les impérialistes déclenchent des guerres aujourd'hui ce n'est pas en raison de la « folie » d'un dirigeant, ni pour s'opposer à des « tyrans », ni pour défendre les « droits de l'homme », mais parce que le degré de concentration du capital les contraint à cette option pour maintenir leurs profits.

Les guerres contemporaines sont le résultat des contradictions internes du capitalisme

et en particulier de la concurrence permanente pour l'accès aux marchés et aux ressources dont dépend le niveau du profit réalisé. C'est ce que rappelle Lénine :

« *La guerre est un simple prolongement de la politique par d'autres moyens.* » (Plus précisément, par la violence). Telle est la formule de Clausewitz, l'un des plus grands historiens militaires [...].

Et tel a toujours été le point de vue de Marx et d'Engels, qui considéraient toute guerre comme le prolongement de la politique des puissances — et des diverses classes à l'intérieur de ces dernières.¹

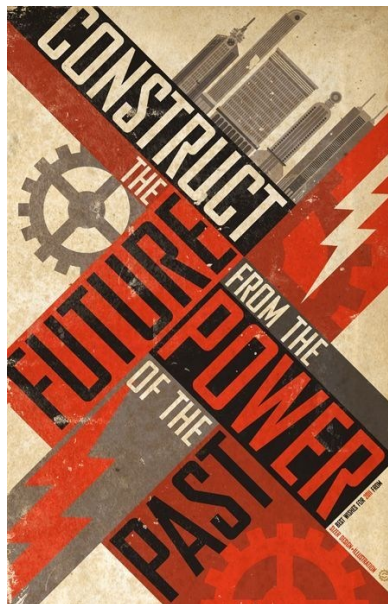
Guerres justes et guerres injustes

Le lien entre capitalisme et guerre — que Jaurès résume par sa célèbre phrase :

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » — empêche de confondre toutes les guerres, celles des époques esclavagiste ou féodale et celles d'aujourd'hui, celles menées par des peuples pour se libérer du colonialisme et

celles menées par l'impérialisme. C'est justement cette distinction qui différencie le « pacifisme » et l'anti-impérialisme marxiste-léniniste :

« *Si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre [...], ce seraient des guerres "justes", "défensives", quel que soit celui qui commence, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des États opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les "grandes" puissances oppressives.* »²



(1) Lénine : *La faillite de la IIe Internationale* (1915), Œuvres Complètes, tome 21

(2) Lénine, *Le socialisme et la guerre* (1915), Œuvres complètes, tome 21

Cohérent avec les lois de la dialectique qui insistent sur la contextualisation historique et systémique de chaque question abordée, Lénine s'oppose à toutes les postures de « neutralité » ou de renvois dos-à-dos des belligérants. Pour Lénine, ce n'est pas l'accord avec tel ou tel leader ou le partage de tel ou tel programme politique ou projet de société qui détermine le soutien à apporter, ou non, dans les situations de guerre, mais le caractère objectif de la guerre: guerres justes de libération nationale et « guerres défensives » ou « guerres impérialistes ».

C'est ce qui conduira Lénine à soutenir la lutte de l'émir d'Afghanistan contre l'impérialisme britannique, malgré son caractère monarchiste. Le critère déterminant pour Lénine n'est pas la nature du pouvoir afghan, mais le caractère anti-impérialiste de cette lutte d'indépendance. Voici ce que le leader bolchévique écrit à l'émir Afghan en novembre 1919 :

« Dès les premiers jours de la lutte glorieuse du peuple afghan pour son indépendance, le gouvernement Ouvrier et Paysan de Russie s'est empressé de reconnaître le nouvel ordre des choses en Afghanistan, a solennellement reconnu sa pleine indépendance et envoyé son ambassade pour établir un lien solide et permanent entre Moscou et Kaboul. »³

Autrement dit, dans les situations de violation des droits des peuples à l'autodétermination ou d'agression impérialiste, les communistes ne sont jamais « neutres ». Ils refusent de se faire les complices, actifs ou passifs, de l'impérialisme en renvoyant dos à dos l'agresseur et l'agressé, et ce indépendamment de la nature du pouvoir en place.

S'opposer à son propre impérialisme



Lénine ne pose qu'une seule limite à ce soutien. Il considère que les communistes doivent soutenir les luttes des nations opprimées en toutes circonstances,

à l'exception de celle où une lutte précise, pouvant être en elle-même juste, est instrumentalisée par un impérialisme :

« Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui : socialiste) mondial. Il est

possible que, dans certains cas concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout ; elle est alors à rejeter. Il peut arriver que le mouvement républicain d'un pays ne soit que l'instrument d'intrigues cléricales, financières ou monarchiques d'autres pays ; nous avons alors le devoir de ne pas soutenir ce mouvement concret donné, mais il serait ridicule, sous ce prétexte, de rayer du programme de la social-démocratie internationale le mot d'ordre de république. »⁴

Toutes les positions en termes de « Ni, Ni », toutes les mises en avant de pseudo « limites » ou « désaccords » avec tel ou tel leader ou tel ou tel « régime », sont à l'exact opposé de ces positions de principe léninistes. La question n'est pas la politique menée par Maduro ou la nature de classe du gouvernement iranien mais le caractère impérialiste ou non de la guerre ou de l'ingérence. Répondant à ces postures de purisme révolutionnaire, Lénine est sans ambiguïté :

« Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. »⁴

Le léninisme se situe à l'exact inverse de la logique du « Ni-Ni », fréquent, encore aujourd'hui dans la plupart des organisations trotskystes.

Mais, complète Lénine, il ne suffit pas de refuser les fausses neutralités en paroles. Il convient de pousser la logique plus loin. Refusant la neutralité factice, les communistes se posent la question de l'efficacité de leur action.

Sur quoi peuvent-ils agir concrètement ?

Certainement pas en se contentant de critiquer les autres impérialismes. C'est en se mobilisant contre leurs propres impérialismes qu'ils peuvent être efficaces et apporter leur contribution à la lutte anti-impérialiste :

« Ne peut être socialiste un prolétariat qui prend son parti de la moindre violence exercée par "sa" nation à l'encontre d'autres nations. »⁵

Elsa Triolet avait décidément raison d'affirmer qu'une barricade n'avait que deux côtés.

(3) Lénine, « Lettre à l'émir d'Afghanistan Amanullah Khan », 27 novembre 1919

(4) Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1916)*, Œuvres Complètes, tome 22

(5) Lénine, *Les principes du socialisme et la guerre de 1914-1915*, Œuvres Complètes, volume 21

CUBA : UNE AGRESSION QUI N'EN FINIT PAS

Le triomphe de la révolution cubaine le 1er janvier 1959 a marqué la voie de l'émancipation pour les peuples d'Amérique latine et le reste du monde. Dès le début, Washington a essayé d'empêcher la consolidation du processus souverainiste cubain.

Aujourd'hui, Trump et ses acolytes diffusent en permanence des discours alarmants et menaçants contre le peuple cubain. Le décret signé le 29 janvier va dans ce sens. Pour l'impérialisme, l'objectif est clair: pousser Cuba à bout, comme une ville assiégée jusqu'à la destruction totale.

Pour Cuba, cette pression ne date pas d'aujourd'hui. Depuis le début de la Révolution, les Etats-Unis ont cherché à affaiblir le nouveau pouvoir. Leur stratégie a toujours été de fragiliser l'économie pour provoquer des pénuries, du mécontentement, des tensions et affrontements et, à terme, un changement de gouvernement.

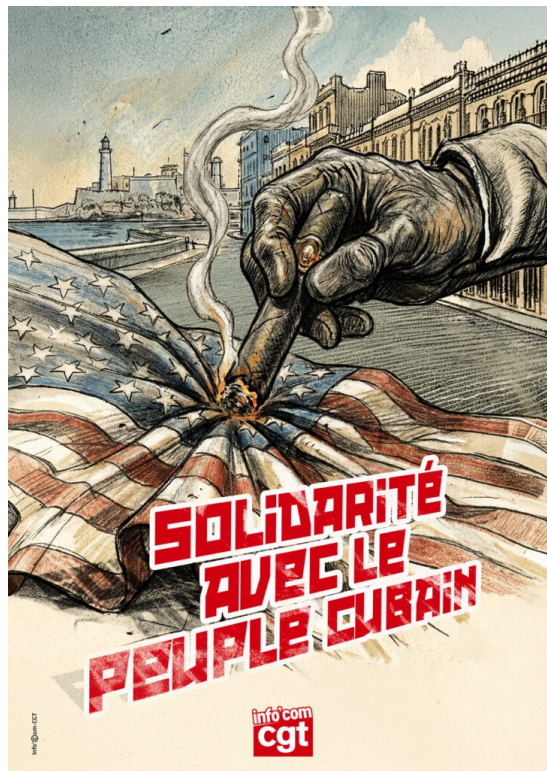
Cette politique avait été clairement formulée dès le 6 avril 1960 dans un document officiel rédigé par Lester D. Malloy, qui expliquait l'idée de faire pression sur la population en dégradant ses conditions de vie.

Peu après, en juin 1960, Fidel Castro dénonçait à la télévision des actions impulsées par les Etats-Unis visant à bloquer le raffinage du pétrole à Cuba. La réduction des livraisons de carburant, le refus de raffiner le pétrole provenant de l'Union soviétique et la suppression des achats de sucre cubain avaient marqué le début d'une politique de sanctions très dure. Le 7 février 1962, le président JF Kennedy avait officialisé le blocus économique contre Cuba.

Ce n'était que le début. En se penchant sur la chronologie des agressions étatsuniennes contre l'île, on remarquera que les moyens de pression de l'impérialisme sont inépuisables. D'une administration à l'autre, qu'elle soit républicaine ou démocrate, les mécanismes de coercition et d'encerclement sont toujours les mêmes et ont été renforcés. Opérations secrètes et terroristes, lois renforçant les sanctions comme celles adoptées par différents gouvernements étatsuniens, et plans visant directement l'économie de l'île. Sur les 32 actions de « l'Opération Mangouste », un vaste plan conçu après la défaite de la Baie des Cochons, 15 visaient directement l'économie cubaine.

De cette politique sont nées au début des années 90 des lois comme la loi Torricelli et la loi Helms-Burton, ainsi que le plan Bush, qui les a encore durcies. Lors de son premier mandat, Trump a adopté plus de 243 mesures hostiles.

Aujourd'hui, Washington cherche à pousser encore plus loin ces actions contre l'économie et la vie du pays, en tentant de ne laisser aucun espace sans pression. Mais il n'est pas facile de faire plier le peuple cubain. Une déclaration récente du président étatsunien résume cette logique : « *La seule option qui reste est d'entrer et de détruire Cuba.* »



Malgré plus de 64 ans de guerre économique imposée par l'impérialisme, la Révolution cubaine a montré une capacité de résistance remarquable, obtenant des avancées dans de nombreux domaines malgré les difficultés.

L'URC exige la levée immédiate du blocus pétrolier et du blocus commercial, qui ne nuisent pas seulement à Cuba mais affectent l'ensemble de la région. Restons mobilisés et renforçons la solidarité internationale avec le peuple cubain et ses dirigeants face à l'agression impérialiste !

Viva Cuba socialista !
Vive l'internationalisme !
Patria o Muerte, Venceremos !



LOI TORRICELLI

Promulguée en 1992, la loi Torricelli sanctionne les navires ayant accosté dans des ports cubains, en leur interdisant l'accès aux ports étatsuniens pendant six mois.

Elle interdit également le commerce avec Cuba aux entités de pays tiers dont plus de 10 % du capital est étatsunien.

LOI HELMS-BURTON

Cette loi fut adoptée en 1996 avec pour objectif d'étendre et renforcer le blocus.

Un de ses articles permet aux citoyens étatsuniens de poursuivre devant les tribunaux des Etats-Unis toute entreprise étrangère qui commercialise des biens nationalisés à Cuba après 1959.

En 2019, elle a provoqué des vagues de procès, comme celui ayant abouti à une amende de 439 millions de dollars contre quatre compagnies de croisière en 2022 pour l'utilisation du port de La Havane.

La décision fut finalement annulée en appel en 2024.

J'adhère à l'URC en renvoyant ce formulaire ou en flashant le qr code

Nom - Prénom :

Courriel :

Numéro de téléphone :

Je souhaite adhérer

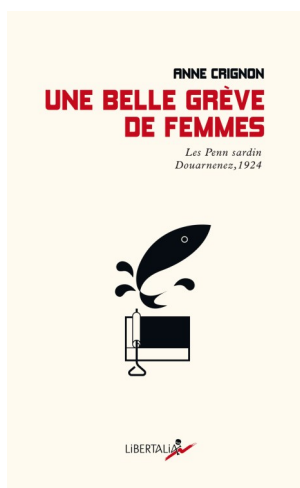
Je souhaite simplement prendre contact



Bulletin à renvoyer à :

Union pour la reconstruction communiste (URC), BP 40137, 75863 PARIS CEDEX 18

Une belle grève de femmes, les Penn sardin Douarnenez, 1924 de Anne CRIGNON



A la croisée de l'histoire, du journalisme et de la littérature, ce livre revient sur une grève emblématique de l'histoire de la Bretagne, de l'histoire des luttes. A Douarnenez en 1924, une grève de plusieurs semaines menée et gagnée par les sardinières, les ouvrières des conserveries, les "fritures". On y croise un maire communiste (Daniel

Le Flanchec), mais aussi des militantes féministes, communistes, comme Lucie Colliard ou un Charles Tillon (ancien mutin de la Mer Noire) venus soutenir la grève au milieu de plein d'autres.

Le livre dresse d'abord un tableau de la situation de ce prolétariat féminin qui vit des conditions de travail particulièrement dures pour un salaire dérisoire. Les hommes, le plus souvent marins-pêcheurs, appuieront la grève mais les femmes sont les plus actives et les plus déterminées. Le récit est entrecoupé de paragraphes en italique principalement constitués de témoignages de participantes au mouvement de l'époque : ils rythment le texte en incarnant la lutte à hauteur de celles qui la font.

On suit les événements, le déroulement de la grève, les motivations des unes et des autres, les stratégies du patronat, ses divisions aussi, les hésitations des institutions, notamment le sous-préfet, enfin la victoire des grévistes. Le patronat, discrédité par son comportement pendant le conflit et mis sous pression par le haut niveau de conscience politique des sardinières dans le rapport de force comme par le soutien extérieur à la lutte, lâche sur toutes les revendications, principalement sur les augmentations de salaires.

Ne faisant pas l'impasse sur les débats historiographiques qui ont pu avoir lieu sur les parcours ultérieurs de certains acteurs de cette lutte emblématique, notamment son maire Le Flanchec qui finit à Buchenwald après des controverses à la fin des années 30, le livre montre ce que peut être une lutte dans toutes ses dimensions, de ses causes profondes à son dénouement, ici victorieux.

La mémoire de cette lutte féminine ouvrière connut des fortunes diverses dans les décennies qui suivirent, de l'invisibilisation à la commémoration en passant parfois par une récupération dépolitisée, mais le double aspect de ses revendications, qu'on peut définir comme féministe ET ouvrier, peut toujours nous inspirer aujourd'hui, à l'heure où la réaction s'y entend pour faire régresser les droits conquis de toutes et tous les prolétaires !

Editions Libertalia, 2023 (10 €)

Comme un écho avec l'actualité...

La révolution ne sera pas télévisée, sur le coup d'état contre Chavez en 2002 est un film passionnant et haletant même quand on connaît la fin !

Des reporters tournent un documentaire sur Chavez depuis plusieurs mois quand l'extrême-droite vénézuélienne passe à l'action avec l'aide de l'armée, encerclant le palais présidentiel avec des chars et prenant la télévision publique, seule source d'information parmi la centaine de chaînes privées. Chavez se rend mais refuse de démissionner, les ministres passent dans la clandestinité. La nouvelle se répand et la population sort dans la rue alors que l'extrême-droite prend le pouvoir et se gargarise de son plan génial sur les plateaux télé. Comment la situation va-t-elle se retourner ? Comment le peuple va-t-il parvenir à remettre en place le gouvernement qu'il a choisi dans les urnes en 1999 et qui a déjà amélioré ses conditions d'existence ? L'équipe de tournage a tout filmé.

